

Unité inter-départementale Anjou Maine  
Pôle risques accidentels  
Rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 26/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**ANJOU POUDRAGE INDUSTRIE 49**

LA CRESSONNIERE  
49124 SAINT BARTHELEMY D'ANJOU

Références : 2022-495\_INSP\_ANJOU POUDRAGE IND-St Barth\_RAP  
Code AIOT : 0006303597

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2022 dans l'établissement ANJOU POUDRAGE INDUSTRIE 49 implanté LA CRESSONNIERE 49124 SAINT BARTHELEMY D'ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANJOU POUDRAGE INDUSTRIE 49
- LA CRESSONNIERE 49124 SAINT BARTHELEMY D'ANJOU
- Code AIOT : 0006303597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- Installations de traitement de surfaces

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque incendie
- Situation administrative en lien avec le dossier de porter à connaissance transmis par courrier du 05/11/2021

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement des cuves de l'installation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement des parties à risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
7	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.2.4	/	Sans objet
11	Moyens de lutte incendie – poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.5.4	/	Sans objet
16	Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Sans objet
17	Bassin de confinement - Constat du 12/2/2020	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.5.7	/	Sans objet
20	Situation administrative - Classement rubriques 2565-2 – 3260	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 1.1.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Installations électriques – installations de chauffage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
9	Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
10	Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
18	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
19	Modifications intervenues – Constat du 12/2/2020	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46	/	Sans objet
21	Situation administrative - Classement rubrique 2575	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 1.1.3	/	Sans objet
22	Situation administrative - Classement rubrique 2940-3	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 1.1.3	/	Sans objet
23	Situation administrative - Classement rubrique 2564	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 1.1.3	/	Sans objet
24	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 13/09/2010, article R181-47	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Suite aux modifications intervenues sur les installations relevant de la rubrique 2565-2, l'établissement n'est plus classé sous la rubrique 3260 et ne relève donc plus de la directive IED ;
- L'exploitant doit être attentif au respect de la fréquence annuelle de contrôle des installations électriques et à la levée des remarques (en s'attachant à réaliser les travaux de mise en conformité selon une cinétique adéquate) ;
- Il doit s'assurer que les moyens externes de lutte contre un incendie prescrits dans son arrêté préfectoral sont disponibles et en capacité de délivrer les besoins estimés dans le calcul selon la méthodologie D9 ;
- Le remplacement du tunnel de phosphatation constitue une modification notable qui aurait dû faire l'objet d'un porter à connaissance au préfet avant sa réalisation.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Recensement des cuves de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie - Locaux à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>[...] L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).</p>
<p><b>Constats :</b> Le process par immersion dispose de 2 bains actifs et de 5 bains de rinçage. Selon l'exploitant, le process via le tunnel de phosphatation disposerait d'un bain actif (non visualisé lors de la visite).</p> <p>Un plan des diverses cuves associées au process spécifiant notamment leur volume est disponible dans le laboratoire à l'étage du bâtiment administratif. Toutefois, il n'est pas à jour (absence des évolutions intervenues sur le site : arrêt de l'utilisation d'un bac, nouveau réservoir associé au tunnel de phosphatation etc) et ne reprend pas l'ensemble des caractéristiques techniques et chimiques (pH, composition etc).</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; Tenir à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) un plan à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc). Afin de faciliter l'intervention des secours, il doit être facilement mis à la disposition du SDIS (en version papier et/ou électronique).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 1 : Recensement des parties à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie - Locaux à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.  [...] L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p>
<p><b>Constats :</b> Un plan général des ateliers est disponible dans le "plan lutte incendie" du site (version non datée et sans légende). Il définit 3 zones de danger et les produits dangereux présents avec leurs mentions de danger. Toutefois, il ne prend pas en compte les modifications intervenues (déplacement de la zone 2, implantation d'un local modulaire...). L'exploitant n'a pu indiquer s'il y avait des zones ATEX sur le site. Il n'est pas disponible à l'accueil en version papier (pour les services de secours en cas d'intervention).</p>
<p><b>Observations :</b>  =&gt; Disposer d'un plan à jour des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de dangers correspondant à ces risques (incendie, surpression, toxique, ATEX). Afin de faciliter l'intervention des secours, il doit être facilement mis à la disposition du SDIS (en version papier et/ou électronique).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Installations électriques – installations de chauffage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p>
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de chauffage dans l'atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.</p> <p><b>Constats :</b> Selon l'exploitant, présence :  - de 2 systèmes de chauffage sur 2 installations (un bain de la chaîne par immersion avec un système de chauffage à 30°C - la cuve associée au tunnel de phosphatation avec un système de chauffage de type brûleur à gaz à 60°C),  - du dispositif de sécurité demandé sur la cuve du tunnel de phosphatation installée récemment en mai 2022 (des arrêts de chauffage seraient intervenus lors de sa mise en place).  L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'un tel dispositif était en place sur le bain de la chaîne par immersion.  Aucun enregistrement relatif au contrôle régulier des dispositifs de sécurité n'a été présenté lors de la visite.</p> <p>Un contrôle par sondage a permis de constater la présence du système de chauffage (résistance électrique) du bain de la chaîne d'immersion et d'un flotteur de niveau.</p> <p><b>Observations :</b>  =&gt; Justifier que le système de chauffage du bain de la chaîne d'immersion (résistance électrique) est équipé d'un dispositif de sécurité qui permet de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.  =&gt; Contrôler régulièrement ces dispositifs de sécurité et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité (une traçabilité de ces contrôles doit être réalisée).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. Toutes les parties des installations susceptibles d'emmagasiner des charges électriques sont reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur. Cette mise à la terre est distincte de celle du paratonnerre éventuel.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courriel du 30/08/2022, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le dernier rapport de vérification annuelle (précédent du 27/5/2020) des installations électriques par thermographie par Sud Loire Prévention (SLP) du 14/06/2021 (Q19) pour les installations du site qui ne présentait aucune anomalie ;</li> <li>- Le dernier rapport de vérification annuelle des installations électriques par SLP du 14 au 16/06/2021 (au titre des assureurs, vérification Q18) pour les installations du site qui présentait 17 observations dont 15 déjà signalées (précédent contrôle du 26/05/2020) qui concluait que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion avec 8 constats dont 5 anomalies dans le Q18 (3 anomalies déjà signalées). Ce rapport précise également que la désignation des locaux à risque incendie et le document relatif à la protection contre les explosions (DRPE) n'ont pas été remis et que la vérification réalisée était partielle ("en l'absence d'accompagnateur nous n'avons pas pu assister à la coupure des installations "haute tension") ;</li> <li>- Le bon de commande du 18/2/2022 auprès de la société ATEBI ENERGIES pour la réalisation des travaux associés aux 5 anomalies du Q18 et la maintenance préventive du poste haute tension (HT).</li> </ul> <p>Lors de la visite, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- n'a pas pu présenter de justificatifs relatifs au traitement des 9 autres remarques du rapport de vérification des installations électriques par SLP,</li> <li>- n'a pu justifier que de nouveaux contrôles des installations électriques (vérifications Q18 et Q19) avaient été réalisés avant juin 2022. L'exploitant a alors contacté son prestataire par téléphone (intervention prévue les 14-15 septembre 2022).</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> Par courriel du 16/09/2022, l'exploitant a transmis des éléments attestant que la société SLP avait réalisé le contrôle des installations électriques (vérifications Q18 et Q19) les 14 et 15 septembre 2022 (rapport non reçu).</p> <p>=&gt; Réaliser les travaux nécessaires, suite aux observations formulées dans les rapports de contrôle des installations électriques de l'organisme compétent de 2021 et 2022, afin d'atteindre un bon état d'entretien des installations électriques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 9 : Moyens de lutte incendie – moyen d’alerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
<b>Constats :</b> Le site dispose de téléphones fixes et mobiles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Moyens de lutte incendie – extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
<b>Constats :</b> Un contrôle par sondage au sein de l'atelier a permis de constater que les extincteurs étaient visibles et accessibles. La dernière vérification des extincteurs a été effectuée par Gestion Protection Incendie le 29/8/2022 (sans remarque).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Moyens de lutte incendie – poteaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :  Outre les moyens internes, la défense contre l'incendie est assurée par : au moins 3 hydrants situés à moins de 200 m des installations et capables de fournir simultanément un débit total de 180 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar.</p> <p><b>Constats :</b> Dans le dossier de porter à connaissance du 5/11/2021, l'exploitant a joint le calcul du dimensionnement des besoins en eau selon la méthodologie du calcul D9. Selon ce calcul, les besoins seraient toujours de 180 m<sup>3</sup>/h soit 360 m<sup>3</sup> pour 2 h.</p> <p>Lors de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'exploitant a indiqué qu'il ne connaissait pas l'emplacement des poteaux public autour de son site et qu'il ne disposait pas de mesures de débit (unitaire et en fonctionnement simultané de ces derniers) réalisées par le gestionnaire du réseau,</li> <li>- il n'existe pas de plan d'implantation de ces hydrants dans le "plan lutte incendie" du site,</li> <li>- il a été constaté la présence d'un poteau incendie sur le domaine public au niveau de l'entrée de l'habitation située en limite de propriété du site.</li> </ul> <p>Il est à noter que la surface extérieure disponible sur le site est très limitée ce qui pourrait rendre difficile l'implantation d'une réserve pour satisfaire ce besoin.</p>
<p><b>Observations :</b>  =&gt; Justifier que la défense contre l'incendie du site est assurée par 3 hydrants situés à moins de 200 m des installations et capables de fournir simultanément un début total de 180 m<sup>3</sup>/h en transmettant un plan (à l'échelle) de leur implantation et un contrôle des débits en simultané.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Confinement des eaux incendie – consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.  Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p><b>Constats :</b> Il n'existe pas de consigne définissant les modalités de mise en œuvre des dispositifs de confinement des eaux d'extinction (batardeaux manuels). Lors de la visite, il a été constaté que les 2 dispositifs étaient en place au niveau des 2 issues de secours.  Des instructions pour la mise en œuvre des batardeaux automatiques sont disponibles au niveau de ces derniers.  Les dispositifs automatiques sont représentés (sans légende) sur un schéma du "plan lutte incendie". Ce document ne précise aucune modalité sur leur mise en œuvre et n'est pas tenu à la disposition du SDIS à l'accueil.</p>
<p><b>Observations :</b> =&gt; Mettre en place une consigne définissant les modalités de mise en œuvre des batardeaux manuels et automatiques et l'afficher à l'accueil de l'établissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.5.7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> 12/2/2020
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et dimensionné selon le calcul des besoins en eau d'extinction. Ce bassin peut être confondu avec le bassin tampon des eaux pluviales, auquel cas sa capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. L'exploitant adresse au préfet de Maine et Loire dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté le descriptif du système de confinement des eaux d'extinction d'incendie de son site. Ce confinement sur site est effectif dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Si ce confinement est assuré grâce à un bassin tampon du réseau pluvial collectif, l'exploitant adresse au préfet l'autorisation du gestionnaire du bassin, les caractéristiques de ce bassin et la convention définissant les modalités d'intervention en tout temps sur ce bassin en cas d'incendie dans l'établissement.</p>
<p><b>Constats :</b> Pour mémoire,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'issue de l'inspection du 12/2/2020, il a été proposé au préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 juin 2018 suite à la mise en place d'un confinement à l'intérieur en raison de l'impossibilité de réaliser un confinement externe (absence de terrain). Ce confinement interne proposé par l'exploitant repose sur le muret en béton d'une hauteur de 25 cm ceinturant le bâtiment et de batardeaux (3 à déclenchement automatique et 2 manuels) situés au niveau des différents accès de l'atelier,</li> <li>- dans son dossier de porter à connaissance du 5/11/2021, l'exploitant a joint la note de dimensionnement du volume de confinement selon la méthodologie de calcul D9A, objet de la mise en place du confinement interne précité (besoin estimé à 400 m<sup>3</sup>).</li> </ul> <p>Lors de la visite, il a été constaté, lors d'un contrôle par sondage, la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du muret en béton ceinturant le bâtiment, il n'a pas été constaté de désordre à cette occasion,</li> <li>- de 3 batardeaux automatiques au niveau des trois portails du bâtiment, avec déclenchement par sonde de niveau bas détectant la présence de liquide. La fermeture du batardeau situé au sud a été testé avec succès lors de la visite (par sollicitation de la commande automatique de fermeture). Après fermeture, il n'a pas été constaté d'espace libre entre le dispositif et le sol. Une consigne de mise en œuvre est disponible au niveau des postes de commande,</li> <li>- de 2 batardeaux manuels en place au niveau des 2 issues de secours, qui se situent à proximité immédiate de 2 portails. A ce titre, comme lors de la précédente inspection, il est rappelé à l'exploitant que les dispositifs de rétention doivent rester compatibles avec l'évacuation des personnels et les dispositions du Code du travail,</li> <li>- d'un espace disponible entre le batardeau (situé au nord) et le sol, la fonction de rétention des eaux d'extinction ne serait pas totalement garantie à ce niveau (absence de joint entre le sol et le batardeau sur le 2<sup>e</sup> dispositif manuel).</li> <li>- de la prise en compte des 2 remarques formulées lors de la précédente inspection avec la mise en place d'un muret en béton afin d'empêcher l'arrivée d'eaux d'extinction jusqu'à un regard raccordé au réseau d'eaux pluviales situé au niveau de la station de traitement des eaux résiduaires industrielles et jusqu'à un regard raccordé au réseau d'eaux usées situé au niveau du décanteur (à côté de la station).</li> </ul>
<p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; Garantir le confinement interne des eaux d'extinction au niveau du batardeau manuel situé au nord de l'atelier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 18 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie -Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux de production et de stockage sont équipés en partie haute de dispositifs de désenfumage conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont accessibles à proximité des accès. Elles sont signalées. Le bâtiment principal est recoupé en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m <sup>2</sup> et d'une longueur maximale de 60 m.
<b>Constats :</b> Un plan des systèmes de désenfumage et de leurs commandes a été remis lors de la visite. Les commandes d'ouverture manuelle sont situées à proximité d'une des 2 entrées de secours et d'un portail. Le jour de la visite, elles étaient signalées et accessibles. Le dernier contrôle de ces dispositifs a été réalisé par Gestion Protection Sécurité en novembre 2021. Un nouveau contrôle était en cours le jour de l'inspection.
<b>Observations :</b> => Le cas échéant, l'exploitant veillera à mettre en ouvre les actions correctives nécessaires suite à la vérification des systèmes de désenfumage du 12 septembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> 12/02/2020
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection, il avait été rappelé à l'exploitant, comme indiqué dans le rapport de la visite de 2018, que le porter à connaissance attendu doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la description des modifications, et la situation administrative des installations (classement à jour) ;</li> <li>• la description des incidences de ces modifications (notamment impact sur les rejets aqueux et les rejets atmosphériques, mais aussi bruit, ...) ;</li> <li>• s'agissant des rejets aqueux, les substances susceptibles d'être rejetées au vu des produits utilisés doivent être définies, et les conditions de rejets (valeurs limites de rejets acceptables au regard du milieu récepteur, condition de surveillance) proposées.</li> </ul> <p>Par courrier du 05 novembre 2021, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance (PAC) relatif aux modifications intervenues sur son site.</p> <p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; Cf constats sur rubrique 2565 et sur modification intervenue depuis ce PAC du 5/11/2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement rubriques 2565-2 et 3260
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AP : 2565-2 : régime A - Volume des bains : 40 595 L</p> <p>Rubrique 2565-2 actuellement en vigueur  Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro- abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.  2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant :  a) Supérieur à 1 500 l : E  b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l : DC</p> <p>Rubrique 3260 actuellement en vigueur  Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup> : A</p> <p><b>Constats :</b> Suite à la modification de la rubrique 2565 et l'instauration du régime de l'enregistrement par le décret 2019-292 du 09/04/2019, les installations autorisées au titre de la rubrique 2565-2 de l'AP (bains d'un volume total de 40 595 L) relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2565-2. Toutefois, elles sont classées sous la rubrique 3260 sous le régime de l'autorisation compte tenu que le volume total est supérieur à 30 m<sup>3</sup>.</p> <p>Par courrier du 05 novembre 2021, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance (PAC) relatif aux modifications intervenues sur ses installations 2565-2 indiquant que :  - le bain d'acide chromique de la chaîne de traitement par immersion a été supprimé en 2017 au profit d'un bassin de conversion sans chrome et le bain de traitement n°1 (dérochage acide) de la chaîne de traitement par immersion a également été supprimé. Le process de traitement de surface par immersion ne comporte ainsi plus que 2 cuves de 11 340 L soit 22 680 L,  - le tunnel de phosphatation qui comportait plus que 2 cuves actives de volume unitaire de 1 000 L (précédemment 3 cuves pour un volume total de 2 500 L) a cessé son activité en octobre 2020,  - le volume total des cuves associées au traitement est donc inférieur à 30 m<sup>3</sup> (les installations ne sont plus classées sous la rubrique 3260 et sont uniquement classées sous la rubrique 2565-2).</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence :  - de 2 cuves dédiées au traitement sur la chaîne immersion (volume non indiqué au niveau des bains),  - d'un nouveau tunnel de phosphatation dans l'atelier. L'exploitant a indiqué que ce tunnel qui remplace le précédent a été installé en mai 2022 et serait équipé d'un bain de traitement d'environ 3 500 L. Cette modification notable n'a pas été portée à la connaissance du préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant n'a pas demandé que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement et transmis le document visé au D181-15-2bis du Code de l'environnement. L'AP du 13/09/2010 reste donc applicable et le site reste soumis à la procédure d'autorisation environnementale.</p> <p><b>Observations :</b> Par courriel du 22/09/2022, l'exploitant a confirmé le volume des installations actuellement présentes sur son site et relevant de la rubrique 2565-2 (volume total de 25,6 m<sup>3</sup>) :  - traitement de surface par immersion : 11 900 L pour dérochant-dégraissant et 9 500 L pour conversion,  - traitement de surface par pulvérisation (tunnel de phosphatation) : 4 000 L pour dégraissant-phosphatant et 200 L pour passivation.  Il y précise également que l'ancien tunnel de phosphatation a été arrêté début 2021 et que le nouveau tunnel a été mis en place en mai 2022.</p> <p><u>Classement rubrique 3260 et Directive IED</u></p>

L'IIC propose au préfet d'acter que les installations de l'établissement Anjou Poudrage Industrie ne relèvent plus de la rubrique 3260 et de la directive IED.

PAC de la modification intervenue sur le tunnel de phosphatation

Il est à noter que :

- cette extension de capacité en elle-même est supérieure au seuil de l'enregistrement de cette rubrique 2565-2 (1 500 L) et doit donc faire l'objet d'un examen au cas par cas au titre de la rubrique 1 du tableau annexé à l'art. 122-2 du Code de l'environnement afin de déterminer si ce projet de modification doit être soumis à évaluation environnementale,
- la nature des dangers et des inconvénients induits par cette modification pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ne sont pas disponibles.

Il ne peut être établi, à ce stade, que cette modification notable peut être considérée comme substantielle au sens de l'article R181-46 du Code de l'environnement. Il ne peut donc être proposé de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier d'autorisation environnementale au titre de l'article L171-7 du Code de l'environnement.

=> Porter à la connaissance du préfet les modifications intervenues au titre de la rubrique 2565-2 (remplacement du tunnel de phosphatation) avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de confirmer son caractère non-substantiel. Le dossier transmis au Préfet de Maine-et-Loire doit être accompagné d'une demande d'examen au cas par cas selon le formulaire CERFA n° 14734\*03 afin de déterminer si ce projet de modification doit être soumis à évaluation environnementale.

=> Mettre en œuvre les dispositions relatives à la cessation d'activité prévues aux articles 512-75-1 et 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement pour l'arrêt de l'ancien tunnel de phosphatation qui constitue une cessation d'activité partielle d'une installation de la rubrique 2565-2 et l'arrêt de l'activité au titre de la rubrique 3260.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 21 : Situation administrative - Classement rubrique 2575**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 1.1.3

**Thème(s) :** Situation administrative, classement

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

AP : P = 25 kW - Régime D

Décret 2017-1579a et décret 2017-1595

Rubrique 2575 actuellement en vigueur

Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW : D

**Constats :** Dans le dossier de porter à connaissance des modifications intervenues sur le site transmis par courrier du 5 novembre 2021, l'exploitant indique que la puissance totale de ses installations est de 22 kW (régime inchangé : D).

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé qu'il n'y avait pas eu de modification depuis ce PAC.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> AP : 150 kg/j - régime DC</p> <p>Rubrique 2940-3 actuellement en vigueur Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kg/j : E b) Supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j : DC</p> <p>Nota. - Le régime de classement est déterminé par rapport à la quantité de produits mise en œuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après. Les quantités de produits à base de liquides inflammables à mention de danger H224, H225 ou H226 ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d'un coefficient 1. Les quantités de produits à base de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ou contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommées B, sont affectées d'un coefficient 1/2. Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera égale à : <math>Q = A + B/2</math>.</p> <p><b>Constats :</b> Dans le dossier de porter à connaissance des modifications intervenues sur le site transmis par courrier du 5 novembre 2021, l'exploitant indique que la quantité maximale de produits susceptibles d'être mises en œuvre dans ses 2 cabines de poudrage est de 150 kg/jour (régime inchangé, 2940-3b : DC). Lors de la visite, l'exploitant a confirmé qu'il n'y avait pas eu de modification depuis ce PAC. Une cabine de peinture était en fonctionnement le jour de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 11.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AP : 850 L de solvant organique non halogéné - régime DC</p> <p>Rubrique 2564 actuellement en vigueur  Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.</p> <p>1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant :  a) Supérieur à 1 500 l : E  b) Supérieur à 20 l mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les solvants organiques à mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F ou les liquides organohalogénés à mention de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 : DC  c) Supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques : DC</p> <p>2. Pour les procédés sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l : DC</p>
<p><b>Constats :</b> Dans le dossier de porter à connaissance des modifications intervenues sur le site transmis par courrier du 5 novembre 2021, l'exploitant indique que l'atelier a été supprimé en 2012 et qu'il n'y a plus d'installations relevant de la rubrique 2564.  Lors de la visite, l'exploitant a confirmé qu'il n'y avait pas eu de modification depuis ce PAC.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 24 : Changement d'exploitant**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/09/2010, article R181-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.
<b>Constats :</b> L'exploitant a effectué une télédéclaration de changement d'exploitant le 31/01/2022 et a transmis un courrier au préfet en date du 21 mars 2022 expliquant la modification intervenue (Anjou Poudrage Industrie 49 sarl ayant pour gérant Alain GOUZIT devenue Anjou Poudrage Industrie 49 sas, avec le même numéro de K-bis, dont le président est la société MENGEST elle-même gérée par Pierre-Jean MENGARD). Lors de la visite, l'exploitant a remis un extrait K-bis au 5 juillet 2022 et confirmé qu'il n'y avait pas eu de changement de SIRET.
<b>Observations :</b> => En l'absence de changement de SIRET, l'IIC considère qu'il n'y a pas eu de changement d'exploitant, il n'était donc pas nécessaire de réaliser une déclaration de changement d'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet